



Secrétariat
de l'Assemblée des
Premières Nations
du Québec
et du Labrador

Secretariat of the
Assembly of the
First Nations
of Quebec
and Labrador

250, Place Chef Michel Laveau, suite 201, Wendake, QC G0A 4V0
Tél.: (418) 842-5020 / 842-5274 FAX: 842-2660

PROJET DE LOI C-10

Loi d'exécution du budget de 2009

DOCUMENT SOUMIS par
l'ASSEMBLÉE DES PREMIÈRES NATIONS DU QUÉBEC ET DU LABRADOR
au
COMITÉ PERMANENT DES FINANCES
CHAMBRE DES COMMUNES

Le 23 février 2009

COMITÉ PERMANENT DES FINANCES
PROJET DE LOI C-10 : LOI D'EXÉCUTION DU BUDGET DE 2009

Témoins : **Grand Chef Lucien Wabanonik,**
 Conseil de la nation Anishnabeg algonquine
 Chef Gilbert Whiteduck
 Kitigan Zibi Anishinabeg
 Conseiller Tony McLaughlin
 Eagle Village First Nation

L'APNQL remercie les membres du Comité permanent des finances de leur invitation. Privées de leurs territoires et de leurs ressources, les Premières Nations vivent une situation de récession économique permanente. Les Premières Nations sont sensibles à ce que vit actuellement la population du Canada. Nous mettons cependant en garde le gouvernement : le mauvais état des finances publiques ne doit pas servir de prétexte pour maintenir ou aggraver la situation socioéconomique inacceptable que vivent les Premières Nations.

Si nous en avons l'opportunité, nous pourrions entretenir les membres du Comité toute la journée en leur parlant des projets et des besoins des membres des Premières Nations. Nous nous en tiendrons à quatre priorités, soit la situation du logement, le sous-financement de l'éducation pour nos enfants, la nécessité de lever la limite de 2 % imposée aux dépenses liées aux Premières Nations et enfin la situation critique de la communauté algonquine de Kitcisakik, qui vit encore sans eau courante et sans électricité, à quelques centaines de kilomètres seulement de ce parlement.

Logement

Les sommes investies dans le logement et l'eau potable pour les communautés des Premières Nations sont encore loin des besoins. Dans le budget fédéral adopté récemment, 400 millions de dollars sur deux ans ont été prévus pour le logement des Premières Nations sur réserve. De plus, 165 millions ont été alloués pour l'achèvement de projets d'infrastructure liés à l'eau potable et aux eaux usées.

Sur les 400 millions de dollars annoncés, nos communautés bénéficieront au mieux de 20 millions par année pour deux ans. Il faudrait environ 10 fois plus, et ce, sur une période de cinq ans, pour répondre aux besoins en logements sociaux des Premières Nations du Québec/Labrador. Également, aucune mesure n'a été prévue pour les milliers d'Autochtones habitant hors-réserve dans des situations critiques.

En ce qui a trait à l'amélioration des conditions liées à l'eau potable ainsi qu'aux eaux usées, l'APNQL a estimé le besoin des communautés du Québec à près de 100 millions de dollars. Le budget prévoit 165 millions, et ce, pour l'ensemble des régions du Canada. Il est donc inconcevable de croire que les mesures annoncées auront un réel impact d'amélioration des conditions d'accès à l'eau potable et de récupération des eaux usées. Les sommes annoncées sont encore trop négligeables pour assurer des conditions de vie décentes aux populations autochtones du Québec/Labrador. La communauté de Kitigan Zibi qui est au nord d'Ottawa, soit moins de deux heures de la capital, et qui est obligée d'acheter son eau depuis une dizaine d'années est un exemple concret où le Canada manque à ses responsabilités comme gouvernement envers les Premières Nations.

Éducation

À la suite de la présentation du budget fédéral, les Premières Nations du Québec expriment également leurs inquiétudes majeures en ce qui concerne le sous-financement de l'éducation, en notant que les sommes investies par le gouvernement ne correspondent ni aux besoins ni aux manquements démontrés dans plusieurs études.

De plus, rien n'est prévu pour mettre fin au sous-financement chronique de l'éducation des Premières Nations, sauf pour quelques mesures spécifiques nettement insuffisantes, élaborées sans consultation. Les écoles des Premières Nations n'ont aucune raison de se réjouir, surtout que le fossé qui les sépare des autres écoles du Canada ne fera que s'accroître. Le gouvernement ne fait rien pour rattraper le retard que subissent nos institutions et nos enfants.

Nos écoles tentent de survivre avec une formule de financement qui n'a pas changé depuis 20 ans. C'est exactement comme si les écoles du Québec étaient financées de la même façon qu'en 1980! C'est scandaleux!

Bien que le gouvernement fédéral ait annoncé 268 millions de dollars sur 5 ans pour l'ensemble des écoles des Premières Nations au Canada, il faut savoir que ces sommes sont conditionnelles à des critères précis, et que les écoles doivent soumettre des projets pour y avoir accès.

Aucun gouvernement provincial n'oserait exiger de leurs écoles qu'elles soumettent une foule de petites initiatives pour avoir accès à leur financement. C'est pourtant ainsi que les Affaires indiennes gèrent l'Éducation des Premières Nations.

Selon une analyse sur le financement réalisé par le Conseil en Éducation des Premières Nations (CEPN), une perte en valeur monétaire réelle de 28,1 millions de dollars sera causée par le fait de ne pas tenir compte de l'augmentation du coût de la vie et du nombre d'étudiants, seulement pour la région du Québec et pour l'année 2009-2010. Au Canada, cette perte se chiffre à 267,3 millions de dollars. Et cela

depuis 1996. Il est maintenant devenu insoutenable pour nos communautés de supporter un tel manque de financement. Nous devons couper ailleurs pour tenter de donner une éducation modeste à nos enfants, ce qui est inacceptable pour une société qui se dit juste et moderne.

Limite de 2 % imposée aux dépenses liées aux Premières Nations

Ce manque à gagner en éducation n'est qu'un exemple d'une situation qui persiste depuis que le gouvernement fédéral a imposé une limite de 2 % face aux dépenses de programmes destinés aux Autochtones, et ce, depuis 1996. Pendant cette période, notre population a augmenté de 25 %. Les conséquences d'une telle mesure sur nos populations sont immenses et se répercuteront longtemps. Il s'agit d'une perte d'investissements dans nos communautés que le MAINC lui-même n'hésite pas à chiffrer à 1 milliard de dollars. Nous nous demandons maintenant qui le gouvernement va croire s'il n'écoute même pas ses propres fonctionnaires?

Situation critique de la communauté algonquine de Kitcisakik

Nous voulons également vous rappeler que la communauté de Kitcisakik est en attente d'une réponse à son projet d'un nouveau village. Le village de Wanaki devrait remplacer les infrastructures actuelles du village de Kitcisakik, où les Algonquins vivent dans des conditions de vie très difficiles, dans de petites maisons sans électricité ni eau courante. En plus de logements convenables, le nouveau village posséderait des infrastructures publiques comme une école et un centre sportif. Le projet était évalué à 120 millions de dollars en 2007.

Conclusion

Nous terminons en attirant votre attention sur la volonté de développement des Premières Nations et sur la nécessité pour le gouvernement de soutenir activement notre développement économique. Nous vous demandons de nous aider à s'aider nous-mêmes, comme vous l'avez fait dans diverses occasions pour d'autres organisations privées ou publiques dans le passé.

Nous vous demandons de ne pas appliquer une politique de négation envers nos nations; nous pouvons devenir des partenaires et réussir. Voilà la volonté et l'espoir que nous avons, malgré ces temps difficiles pour tous.

Merci d'avoir prêté attention.

Meegwetc